

COP-21 : il faut refuser cette mascarade

MAXIME COMBES¹

Dans le projet de texte que les États négocient déjà pour la conférence de Paris, les objectifs de réduction d'émission ne sont même pas évoqués. Pendant ce temps, le secteur des énergies fossiles reçoit chaque année près de 700 milliards de dollars de subventions publiques directes, pourtant, ce secteur n'est tout simplement pas mentionné. Selon le GIEC, près de 80% de l'approvisionnement mondial en énergie pourrait être assuré par des sources d'énergies renouvelables d'ici au milieu de ce siècle si l'effort est soutenu par des politiques publiques adéquates. Pourtant, le texte ne présente aucune mention des énergies renouvelables. ONG, syndicats, organisations sociales et écologiques doivent se prononcer sur le fond, et non sur la forme des négociations : ce texte est-il de nature à répondre à l'urgence climatique dans une perspective de justice sociale ? Absolument pas.

Nouvelles mobilisations afro-américaines aux États-Unis

ANGELA DAVIS

Depuis 2013, les États-Unis traversent une vague de contestation profonde des institutions policières et judiciaires. À la suite de la mort de trois hommes noirs – Trayvon Martin, puis Michael Brown et Eric Garner entre les mains de la police –, un mouvement a vu le jour pour réclamer la justice sociale et raciale, sous le nom de « Black Lives Matter ». « Les vies des Noirs sont importantes », dit littéralement le slogan. Cet énoncé prescriptif dénonce une politique systématisée qui veut que la vie d'une personne africaine-américaine soit moins importante que celle d'une personne blanche. La violence à l'encontre des Africains-américains ne se manifeste en effet pas seulement par des brutalités isolées, mais par une discrimination systémique au sein des institutions judiciaires et policières : les crimes racistes commis par les forces de l'ordre (et parfois par des citoyens blancs) restent impunis, sont sciemment couverts par les instances de répression et sont socialement validés par les arbitrages judiciaires. Cette réalité est un secret de polichinelle. En faire le récit relève du lieu commun, mais il faut des milliers de personnes dans les rues pour l'imposer dans le débat public. Et c'est ce qui s'est produit : en deux ans, la question des violences policières est



devenue incontournable dans le paysage médiatique et politique étatsunien. Ce tournant est le fruit d'initiatives multiples, des marches contre les violences policières jusqu'aux interpellations de candidats électoraux, en passant par une occupation résolue des réseaux sociaux, blogs et plateformes numériques. Cette vague contestataire est l'un des mouvements les plus prometteurs depuis *Occupy Wall Street* pour ceux qui luttent en faveur de la justice sociale et de l'égalité.

Les dilemmes du mouvement populaire au Brésil

JOÃO PEDRO STEDILE²

Le Brésil traverse trois crises majeures. La première est une crise économique. L'économie du pays est paralysée, elle connaît un manque de croissance dans le secteur de l'industrie, des signes de chômage et une baisse des revenus des travailleurs. La seconde est une crise sociale. Nous constatons une aggravation des problèmes, surtout dans les grandes villes : manque de logements, de transports publics, augmentation de la violence contre la jeunesse dans les périphéries, accès fermé à l'université pour des millions de jeunes. La troisième est une grave crise politique et institutionnelle. La population ne reconnaît ni la légitimité, ni le leadership des responsables politiques élus. Pour nous, le gouvernement de Dilma n'a pas compris la nature de la crise,

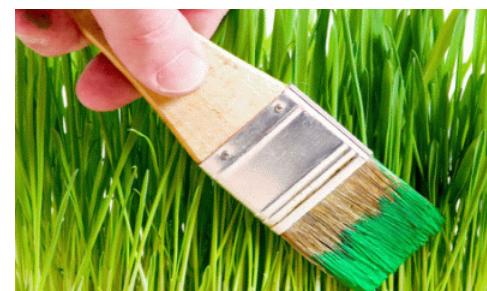
ni ce qui se passe dans la société brésilienne. Si le gouvernement ne change pas de direction, ne modifie pas sa politique économique et ne prend pas d'initiatives pour introduire au sein de la société un débat sur une réforme politique profonde, sa côte de popularité continuera à baisser et il demeurera incapable de sortir de la crise. Du côté des mouvements populaires, la situation est aussi complexe. Nous

faisons tous les efforts possibles pour construire l'unité des mouvements à travers la mise en place de « Plénières unitaires » pour les fronts de masse, principalement au niveau des États. Nous soutenons également, pour les stimuler, les secteurs organisés qui luttent. Dans certains États, la lutte est plus visible comme c'est le cas avec celle des enseignants dans l'État du Paraná et du Minas Gerais.

Halte au capitalisme vert³

CATHERINE CARON

Telle que conceptualisée au sein des institutions internationales et gouvernementales, l'économie verte vise l'amélioration des conditions de vie et l'équité sociale, tout en cherchant à réduire les risques environnementaux et la pénurie des ressources. On ne peut certes pas être contre ses vertus, sa volonté de rupture avec les énergies fossiles en particulier – un objectif qui fait converger de nombreuses luttes cruciales. Mais le hic, c'est que l'économie verte préconise, pour y arriver, l'expansion d'un capitalisme financiarisé selon lequel, pour sauver la nature, il faut en faire un capital – une idée qui fait magnifiquement l'impasse sur le fait que ce sont précisément le capitalisme et le productivisme qui sont les racines de la crise climatique et écologique mondiale. Selon cette vision, le problème fait donc partie de la solution et le salut environnemental planétaire nécessite d'attribuer enfin une valeur monétaire aux services



gratuits que les écosystèmes, les forêts, ou encore les insectes pollinisateurs, par exemple, offrent à l'humanité. Après avoir marchandisé la biodiversité comme « ressource », il s'agit désormais de la marchandiser aussi comme « service ». Ce capitalisme vert, qui carbure à l'innovation technologique, à la financiarisation et à la spéculation, suscite résistances et questionnements à travers le monde. Nous partageons l'inquiétude de ceux et celles qui y voient une importante dérive, pour les pays du Sud en particulier, et nous avons aussi la conviction que les crises – climatique, écologique, mais aussi sociale, économique et démocratique – exigent une tout autre approche. Il s'agit bien de comprendre, et de toute urgence, que la nature ne nous appartient pas : c'est nous qui appartenons à la Terre. La perte de cette compréhension est en train de perturber non seulement le climat, mais notre capacité même de penser en d'autres termes que ceux de la valeur économique, de penser notre rapport au monde dans la conscience du fait que la nature est bel et bien une richesse, mais une richesse *irremplaçable et inestimable*, à protéger du grand casino du monde.

1. Économiste et membre d'Attac France.
2. Extraits d'un texte paru dans Brasil de Fato le 6 juillet 2015 : <http://www.brasildefato.com.br/node/32389>
3. Texte paru dans le numéro de la revue Relations, mars-avril 2015

Que sait-on de la crise qui vient ?

MICHEL HUSSON

Depuis quelques mois, les pronostics alarmistes se multiplient. La directrice du FMI, Christine Lagarde énonce les « raisons d'être inquiets sur le front économique ». En effet, la croissance mondiale ralentit, principalement dans les pays émergents hormis l'Inde. Ce phénomène s'autoalimente avec la baisse du prix des matières premières et se transmet aux pays avancés. Le commerce international ralentit lui aussi, au même rythme que le PIB mondial, comme si la mondialisation productive avait atteint un plafond. La zone euro enregistre une très timide et inégale reprise. Du côté de la « sphère financière », les politiques monétaires accommodantes ne réussissent pas à mordre sur l'activité réelle et nourrissent l'inquiétude et des sur-réactions fébriles des marchés financiers qui ont déjà conduit à des crises de paiement dans les pays émergents dont ils se retirent brutalement. Bref, « l'incertitude et des forces complexes pèsent sur la croissance mondiale », pour reprendre la formule du FMI dans ses dernières perspectives. La gestion de la crise, dont nous ne sommes pas vraiment sortis, est menée selon deux principes essentiels : ne pas solder les comptes (les « séquelles ») et reconstituer le modèle néolibéral d'avant-crise, en cherchant à en contrôler les effets les plus délétères. Il s'agit en pratique de garantir les droits de tirage acquis par le « 1 % » et la liberté d'action des banques et des multinationales. Mais il n'est pas possible de revenir au modèle d'avant-crise. Le trait le plus important et le plus lourd de conséquences est sans doute l'incapacité de reconstituer la « Chinamérique », autrement dit l'axe qui structurerait l'économie mondiale avant la crise. La Chine est entrée dans une phase de transition, certes heurtée et difficile, vers un modèle de croissance centré sur la

Dépasser le capitalisme en en Chine

ZHANG SHUANGLI ¹

Les intellectuels de la Nouvelle Gauche déclarent que, depuis les années 1990, les conditions économiques nationales et internationales ont radicalement changé. En Chine, avec le développement du marché et du capital, se pose le problème aigu de l'inégalité sociale ; au plan international, avec le développement de l'économie chinoise, les conflits entre les intérêts de différents pays en particulier entre les pays les moins et les plus



avancés sont apparus clairement aux yeux des Chinois. Réunissant ces deux aspects, on peut affirmer qu'aujourd'hui, la modernisation n'est pas seulement un idéal que les chinois doivent poursuivre, Aussi, la Chine doit faire face aux problèmes réels de la situation actuelle posés par la modernisation chinoise. Les questions concrètes sont la position de l'économie chinoise au sein du capitalisme mondial ainsi que les problèmes sérieux rencontrés en matière de justice sociale, de conditions de vie de la population, etc. Le problème de la justice sociale est tout à fait manifeste, étant donné l'écart croissant entre les riches et les pauvres. Les membres de la Nouvelle Gauche y voient l'effet du développement débridé du capitalisme dans le pays. Ils soulignent, en particulier, la privatisation des entreprises publiques et la situation prévalant dans les campagnes. Dans ces deux domaines, ils soutiennent que le gouvernement fit preuve d'une impuissance totale dans la conduite de sa relation avec le capital. Les tenants de la Nouvelle Gauche soutiennent qu'étant donné les grands changements produits par le processus d'ouverture et de réforme, cette question est désormais centrale. Il nous faut maintenant résoudre la crise de la modernité elle-même. Nous ne pouvons pas continuer à nous battre seulement pour la liberté potentiellement interprétée comme la liberté de la propriété privée garantie par la démocratie constitutionnelle, car cette liberté-là ne nous permettra jamais de sortir de la crise actuelle. Cette crise est une crise d'inégalité, tant aux plans national qu'international. Pour résoudre les problèmes de la Chine, une voie alternative doit donc être ouverte réglant simultanément les questions de la liberté et de l'égalité. Il faut, donc, trouver « une forme particulière de démocratie ». La Nouvelle Gauche insiste ainsi sur trois aspects de la démocratie : économique, élémentaire (l'autogouvernement dans des unités locales comme les villages) et directe.

¹ Zhang Shuangli est professeur à l'Université de Fudan (Shanghai). L'entrevue a été réalisée par l'économiste français Gérard Duménil. Le texte complet de l'entrevue se trouve sur <http://gesd.free.fr/zhang15.pdf>

Précariser les migrants

GUSTAVE MASSIAH

La lutte contre les clandestins insécurise de manière permanente les immigrés en situation régulière. Elle est conduite dans cet objectif. Elle s'attaque aux victimes, les clandestins et n'inquiète pas ceux qui en profitent. La lutte contre les clandestins produit sans cesse de nouveaux clandestins. Les règlements font passer sans discontinuer des immigrés réguliers dans l'irrégularité. Ils les projettent ensuite dans l'illégalité et les transforment en délinquants, emplissant les prisons de personnes qui sont passées sans même s'en rendre compte en situation irrégulière. La mise au ban des migrants et des étrangers fait partie d'une politique de précarisation généralisée. Cette précarisation se traduit par les licenciements et le chômage, la marginalisation des emplois stables, la remise en cause des statuts

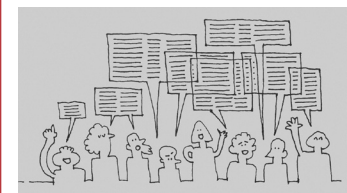


sociaux et des systèmes de protection sociale. La négation des droits pour une partie de la population fragilise l'ensemble. Progressivement, les droits des catégories successives sont remis en cause. Nous avons pu vérifier que l'atteinte à l'accès des étrangers aux services publics est une première étape pour restreindre l'accès de tous aux services et subordonner cet accès à des mécanismes de marché discriminatoires en fonction de revenus. Toute politique reposant sur la division et l'exclusion se traduit toujours par une exclusion en chaîne. La précarisation généralisée est le résultat recherché des politiques de libéralisation menée dans le cadre de la mondialisation. Elle accroît aussi l'insécurité réelle qui résulte de la remise en cause des statuts sociaux par la précarisation, des solidarités et des identités par la modernité, de la paix par les conflits. Elle permet les manipulations qui renforcent les idéologies sécuritaires.

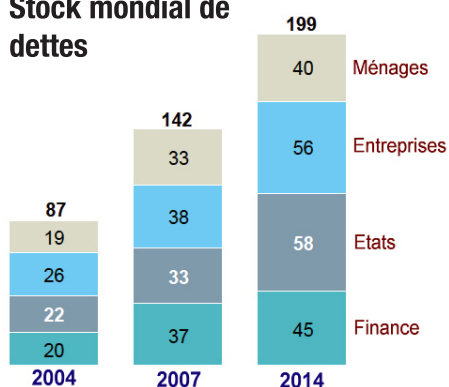
Pour joindre

Intercoll :

<http://www.intercoll.net/bdf/fr/pages/page-1.html>



Stock mondial de dettes



Source : McKinsey Global Institute

demande intérieure. Et les États-Unis ont pu réduire leur déficit commercial, en partie grâce à leurs nouvelles sources d'énergie. Cette rétraction, avec ses effets collatéraux sur les pays émergents et l'Europe, déséquilibre toute l'économie mondiale. Une nouvelle crise semble aujourd'hui à peu près inévitable et il est difficile de discerner où se trouvera le point de rupture (bourse, banque, changes ?) mais cet épisode sera en tout cas le marqueur de profondes contradictions structurelles.